



Paris, le 9 octobre 2019

Communiqué de presse

Recul du VIH en France, Agnès Buzyn salue un progrès pour la santé sexuelle en France

A la veille de la sixième conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, Agnès BUZYN, ministre des Solidarités et de la Santé, se félicite des dernières données de 2018, publiées par Santé publique France, qui montrent un recul du VIH en France : le nombre de personnes ayant découvert leur séropositivité au VIH diminue de manière significative par rapport à 2017 (-7%). La santé sexuelle est un enjeu prioritaire de la politique de santé menée par la ministre des Solidarités et de la Santé avec pour objectif de mettre fin à l'épidémie de sida d'ici 2030 et de faire évoluer les représentations sociales

Le nombre de personnes ayant découvert leur séropositivité VIH en France (données issues de la déclaration obligatoire) a été estimé à 6 200 en 2018. La diminution observée entre 2013 et 2018 pour les personnes nées en France **est de 16% pour les hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes (HSH), et de 22% chez les personnes contaminées par rapports hétérosexuels**. En revanche ce nombre reste stable chez les femmes hétérosexuelles nées à l'étranger, et a significativement augmenté chez les HSH nés à l'étranger de +38% sur la même période.

Il est donc nécessaire de poursuivre les actions engagées et de renforcer, en parallèle d'une approche en population générale, une approche ciblée en direction des populations les plus exposées au VIH.

Pour atteindre les objectifs fixés à l'horizon 2030, **l'importance de la prévention diversifiée doit être rappelée**: le dépistage du VIH, le traitement comme prévention autrement appelé « TASP » (une charge virale indétectable = pas de transmission du VIH), la prophylaxie pré exposition (PrEP) par toutes les personnes concernées et le traitement post-exposition (TPE) ; sans oublier le préservatif qui reste l'outil de base de la prévention protégeant également des autres infections sexuellement transmissibles (IST), et dont désormais deux produits sont remboursés par l'assurance maladie.

Le **service sanitaire**, qui permet d'initier à la prévention les étudiants en santé et de leur permettre d'intervenir sur le terrain, est une **occasion de sensibiliser les jeunes sur la santé sexuelle**, l'une des quatre priorités de ce nouveau dispositif. **L'expérimentation d'un PASS préservatif dans trois régions (Ile-de-France, Nouvelle-Aquitaine et Guyane)** renforçant l'accès à de l'information en santé sexuelle et à des préservatifs viendra compléter en 2020 les actions à destination des jeunes.

En matière de dépistage, si l'activité annuelle de dépistage du VIH réalisée par l'ensemble des laboratoires publics et privés en France a augmenté au cours des dernières années, passant d'environ 5,2 millions de sérologies réalisées en 2013 à 5,8 millions en 2018 (11%), il est encore nécessaire de progresser. D'ici la fin de l'année, **une semaine de dépistage du VIH, des autres IST et des hépatites virales se tiendra dans chaque région.**

Le **déploiement de la PrEP** doit se poursuivre et des travaux sont en cours pour permettre aux médecins généralistes d'initier une telle prophylaxie.

Enfin, la ministre des Solidarités et de la santé a lancé l'expérimentation de **quatre centres de santé sexuelle communautaire** à Paris, Lyon, Marseille et Montpellier.

La ministre des Solidarités et de la santé rappelle : *« La PreP, le TPE, le préservatif, le dépistage et le traitement comme prévention sont les clés pour mettre fin à l'épidémie. Notre responsabilité est d'en faire bénéficier tous ceux qui en ont besoin. Plus que jamais nous devons tous être mobilisés, pouvoirs publics, professionnels et acteurs associatifs: mettre fin à l'épidémie VIH d'ici 2030 c'est possible ! »*

Contacts presse

Ministère des Solidarités et de la Santé : 01 40 56 60 60

sec.presse.solidarites-sante@sante.gouv.fr